

avec difficulté qu'il faudrait établir un tel comité. Il me semble que l'honorable député a changé d'avis au cours des derniers mois. Permettez-moi de lui rappeler ce qu'il sait très bien. Aucun organisme législatif dans l'ensemble du Canada n'a autant de comités que l'Assemblée législative d'Ontario à laquelle il appartenait. J'ose espérer que ce comité sera plus efficace que certains comités de cette assemblée.

• (1630)

Le député aimerait peut-être savoir que l'un de ces comités est parti le lendemain de Noël en visite en Floride jusqu'à la veille du jour de l'An, pour étudier les problèmes d'irrigation de l'État de Floride. Bien sûr, le représentant n'appartenait pas à cet auguste organisme à Noël 1972, mais il en a été membre pendant de nombreuses années auparavant. C'est un fait irréfutable, et les membres de ce comité recevaient une allocation de \$50 par jour, plus les dépenses dans le meilleur hôtel de l'État de Floride. Je déclare donc que le député a sans aucun doute changé d'avis au cours des derniers mois.

Une voix: Il aimerait pouvoir revenir en arrière.

M. Whicher: L'honorable député a également changé d'avis à d'autres points de vue. Toute son allocution contenait des critiques. Je ne m'oppose pas aux critiques dans la mesure où les membres de l'opposition ont un devoir de les faire. J'ai eu le privilège d'appartenir à l'opposition pendant de nombreuses années et d'être député du soi-disant Parlement Croupion. Il en sera certainement de même après la prochaine élection. En tout cas, j'admets les critiques des membres de l'opposition. La difficulté est qu'ils déclarent que tout va mal au Canada, y compris les prix de l'alimentation, les petits bénéficiaires et ainsi de suite. Je déclare n'avoir jamais vu un changement tel que celui qui a cours depuis octobre 1972.

En octobre 1972 l'organisation conservatrice de la province d'Ontario et son lieutenant, l'honorable député qui siège sur les bancs de l'opposition, a consacré 5 à 6 millions de dollars à un slogan qui disait simplement que l'Ontario est magnifique et qu'il y fait bon vivre. Si je fais erreur, je suis sûr que l'honorable député me corrigera, particulièrement si la somme était plus élevée. On a consacré des millions de dollars à vendre ce slogan de par la province d'Ontario, ce qui a réussi au parti. Je ne puis m'expliquer comment la situation a pris une si mauvaise tournure depuis que mon ami a quitté l'Assemblée législative de la grande province de l'Ontario. Permettez que je vous pose cette question de pure forme. Qu'a fait le député alors qu'il était lieutenant en chef du premier ministre d'Ontario pour aider à faire baisser les prix dans cette province dont la population s'élève à un tiers de celle du Canada tout entier?

Un point m'a bien déçu. Le député a posé toutes sortes de questions en déclarant qu'il était horrible de vivre ici; pourtant il n'a pas fourni de réponses. Je n'ai pas encore rencontré un seul citoyen dans tout le Canada qui ne proclame pas fièrement que nulle part dans le monde on ne trouve de pays comme le Canada où il fait si bon vivre. Le député nous a parlé des problèmes sans nous proposer de solutions cependant. Nous de ce côté-ci de la Chambre, et l'honorable représentante de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis) en conviendra sûrement, espérons que le comité chargé de faire enquête sur le prix des denrées sera une tribune instructive pour tous les Canadiens. Si en ce faisant le comité réussit à faire baisser le prix des

Denrées alimentaires—Comité

aliments, la denrée la plus importante puisque chaque être humain en a besoin, tant mieux.

Le comité devra faire porter son enquête sur quatre points importants. Il lui faudra s'informer du prix payé aux cultivateurs. Il aura à s'enquérir des coûts des services comme le prix de la main-d'œuvre dans les supermarchés et dans des domaines connexes. Il devra enquêter sur les profits des supermarchés, le cas échéant. Finalement, les membres de ce comité doivent immédiatement comprendre que le consommateur a de l'importance et qu'il a droit au chapitre lorsqu'il s'agit de fixer le prix des aliments.

Considérons mon premier point, le prix versé aux agriculteurs. Pour être franc, je doute qu'il y ait pénurie de nourriture tant dans le monde qu'au Canada. S'il y en a ici, alors c'est la faute de la Chambre des communes, des assemblées législatives de toutes les provinces et, en réalité, de la population canadienne, car les agriculteurs de ce grand pays n'ont pas été traités équitablement depuis 1945. Cela ne fait aucun doute, et si vous voulez vous en convaincre, il suffit de considérer le nombre d'agriculteurs qui ont abandonné la terre.

Les frais d'exploitation ont augmenté considérablement en agriculture. Voilà le seul secteur de notre économie où les frais n'ont rien à voir avec la somme versée au producteur. L'agriculteur ne reçoit que ce que le marché peut lui rapporter. Il n'existe pas de syndicats en agriculture, ce qui fait que le cultivateur est maintenant pris dans cet état. L'industrie agricole joue un rôle très important au Canada. Permettez-moi de citer des extraits d'une brochure intitulée «Farming and Food Costs—Some Facts and Figures». Elle donne des chiffres jusqu'à la fin de 1972 et après avoir posé des questions sur l'importance de l'agriculture au Canada et sur sa contribution à notre économie, elle déclare:

- c'est la plus importante industrie primaire au Canada.
- elle a un actif de plus de 24 milliards de dollars qui augmente tous les ans.
- environ un tiers de notre population active est directement et indirectement lié à notre industrie alimentaire et agricole.
- l'agriculture emploie directement environ 523,000 personnes.
- 220,000 personnes travaillent à la transformation des aliments et à la fabrication du tabac, des produits du cuir et des instruments aratoires.
- environ un sixième de la valeur brute des produits de notre industrie de fabrication est constitué de produits transformés d'origine agricole.
- un tiers des produits transportés par la Voie maritime du Saint-Laurent sont des produits agricoles.
- un cinquième des produits transportés par chemin de fer viennent de la ferme.
- les cultivateurs dépensent chaque année 3.7 milliards de dollars en biens et services.
- en 1971, le cultivateur canadien a versé 178 millions de dollars en impôt foncier.
- en 1971, les exportations agricoles ont rapporté 2 milliards de dollars à l'économie canadienne; ces exportations représentent 11 p. 100 de l'excédent commercial du Canada en 1971.
- la production du travailleur agricole a augmenté de 100 p. 100 au cours des 20 dernières années tandis que la région cultivée au Canada est demeurée essentiellement la même; la production du travailleur des autres industries commerciales n'a augmenté que de 60 p. 100.

J'énumère ces faits pour la gouverne des députés bien que je suis sûr qu'ils les connaissent bien, pour essayer d'informer nos amis de la ville qui continuent de croire que les cultivateurs sont ceux qui gagnent beaucoup d'argent dans ce grand pays qui est le nôtre. Permettez-moi de vous dire qu'aucun de nous, et je m'inclus parce que je